

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 07/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LEGALLAIS

7 rue d'Atalante
CITIS
14200 Hérouville-Saint-Clair

Références : 2024.165
Code AIOT : 0005304214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2024 dans l'établissement LEGALLAIS implanté Boulevard du Lieutenant Colonel Ostiguy 14320 Saint-André-sur-Orne. L'inspection a été annoncée le 15/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été initiée dans le cadre de l'action régionale 2024 de l'inspection des installations classées visant les installations électriques.

Après un point en salle sur les rapports de vérification électrique, une visite « terrain » a été effectuée afin de faire un contrôle visuel par sondage de l'état général des équipements électriques.

L'itinéraire suivant a été suivi:

- Extension entrepôt;
- Réception packaging;
- Cross Dock;
- Local chaufferie;

- Local TGBT;
- Local de charge;
- Local stockage des produits dangereux.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LEGALLAIS
- Boulevard du Lieutenant Colonel Ostiguy 14320 Saint-André-sur-Orne
- Code AIOT : 0005304214
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEGALLAIS exploite sur la commune de Saint-André-sur-Orne un entrepôt logistique qui assure la réception des produits, le stockage, la préparation des commandes et l'expédition de produits de quincaillerie destinés aux professionnels du second œuvre du bâtiment.

Le contrôle a concerné l'ensemble du site sur le thème des contrôles électriques réglementaires.

Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Risque incendie
- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Limite d'intervention du contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Zonage ATEX et adéquation du matériel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Etat général visuel des installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Legallais Bouchard prend bien en compte les non-conformités signalées dans le rapport de vérification périodique et en réponse met en place un plan d'action suivi.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les incohérences indiquées dans les rapports, le contrôle ne pouvant être signalé comme complet alors que des limites de vérification sont indiquées dans le rapport.

Legallais Bouchard, suite à la visite d'inspection, a aussitôt passé commande pour un contrôle complémentaire qui sera effectué du 13 au 18 mai 2024 inclus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques » ... Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023. ...
Constats :
Constats A la demande de l'inspection des installations classées, Legallais Bouchard a présenté le dernier rapport de contrôle des installations électriques du site. Le rapport est daté du 5 juin 2023. Le contrôle, réalisé à une fréquence annuelle, a été réalisé sur la période du 30/05 au 05/06/2023, par la société DEKRA. Le rapport de contrôle fait état de 25 observations. Elles font l'objet d'un plan d'actions et de suivi. Ces éléments sont développés au point de contrôle n°3. Le compte-rendu de vérification périodique Q18 daté du 05/06/2023 a également été présenté à l'inspection des installations classées. Il est indiqué : - d'une part que la vérification réalisée est une vérification complète des installations électriques de l'établissement ce qui est incohérent puisqu'il est mentionné dans le rapport de vérification périodique plusieurs limites de vérifications. - d'autre part que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, du

- d'autre part que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion, du fait de l'absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités.

Compte-tenu des limites d'intervention relevées, le caractère complet du contrôle des installations électriques n'est pas garanti.

Le compte-rendu du contrôle de l'installation électrique par thermographie infrarouge Q19 daté du 22/11/2023 a également été présenté à l'inspection des installations classées.

Il est indiqué:

- Matériel n'ayant pas été contrôlé car inaccessible sans coupure:

1/ Hall2:Armoire convoyeur PCS03UV0 et PCS02UV0

2/ SHUTTLE: Armoire gerbeur plateforme rep.X4, armoire convoyeur rep.X4.

-Matériel ayant été contrôlé et présentant une anomalie:

1/ Local TGBT Armoire électrique 6 portes.

La conclusion du Q19 mentionne :

Au vu des éléments contrôlés de l'installation électrique tel que défini dans la liste des matériels et ensembles d'appareillage et compte tenu de leurs conditions d'utilisations et de sollicitations au moment du contrôle, un départ de feu ou un incendie est possible.

La levée des anomalies constatées dans les délais préconisés permettrait de réduire ce risque, notamment en remplaçant la filerie et en assurant un serrage des connexions efficace.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à Legallais Bouchard que les dispositions nécessaires soient prises pour lever l'ensemble de ses limites d'intervention. L'inspection demandera la réalisation d'un contrôle complémentaire des installations électriques afin de lever ces limites d'intervention.

Suite à la visite d'inspection l'exploitant a passé une commande N°CDE2024031487 auprès de la société DEKRA en date du 04/03/2024.

La société DEKRA a fourni en retour le 06/03/2024 une date d'intervention du 13/05/2024 au 18/05/2024 inclus.

Le rapport de vérification complémentaire (et le plan d'action associé si nécessaire) sera transmis à l'Inspection pour fin mai 2024 au plus tard.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 2 : Limite d'intervention du contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques

Prescription contrôlée :

A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »

...

Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.

...

Constats :

Le dernier rapport indique des limites d'intervention et de vérification.

L'inspection des installations classées attire l'attention de Legallais Bouchard sur les limites de la vérification qui portent notamment sur:

- Essai des dispositifs DR et mesurages d'isolement, en l'absence d'autorisation de coupure et/ou d'accompagnateur habilité;
- Examen des éléments internes des cellules haute tension d'arrivée distribution publique non réalisé en l'absence d'autorisation du distributeur d'énergie ainsi que les essais des éventuels dispositifs de verrouillage (accès, coordination);
- Examen des matériels électriques situés dans les faux-plafonds, non accessibles sans démontages;
- Vérification de la continuité de la mise à la terre des appareils d'éclairage installés en hauteur, faute de mise à disposition de moyens d'accès en sécurité;
- Ouverture des plastrons d'armoire en l'absence d'autorisation de coupures et d'accompagnement.

D'autre part, Legallais Bouchard dispose d'un Dossier Relatif à la Protection contre les Explosions (DRPCE), celui-ci recense 2 zones classées ATEX Zone 2.

La première est en extérieur dans un rayon de 1,90m autour d'un événement et aucune installation électrique n'existe dans cette zone.

La seconde est dans l'entrepôt des produits dangereux et se limite à une hauteur de 40 cm au dessus des fosses de rétention sous palettier et aucune installation électrique n'existe dans cette zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à Legallais Bouchard que les dispositions nécessaires soient prises pour lever l'ensemble des limites d'intervention de son prestataire. L'inspection demande la réalisation d'un contrôle complémentaire des installations électriques afin de lever ces limites d'intervention.

Suite à la visite d'inspection l'exploitant a passé une commande N°CDE2024031487 auprès de la société DEKRA en date du 04/03/2024.

La société DEKRA a fourni en retour le 06/03/2024 une date d'intervention du 13/05/2024 au

18/05/2024 inclus Le rapport de vérification complémentaire (et le plan d'action associé si nécessaire) sera transmis à l'Inspection pour fin mai 2024 au plus tard.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3mois

N° 3 : Présence de non-conformités suite au contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : A . Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique.
Constats : Comme indiqué au point de contrôle n°1, le rapport de contrôle des installations électriques en date du 27 octobre 2023 fait état de 25 observations. Les observations du rapport de contrôle électrique font l'objet d'un plan d'actions suivi par le service maintenance de Legallais Bouchard. Le plan d'actions à la date de la visite d'inspection met en exergue la réalisation d'actions répondant à 24 des 25 observations. Les 24 actions ont été réalisées, un dossier photo du suivi des actions a été présenté et transmis à l'Inspection, la visite in situ a permis de vérifier par sondage une partie des actions. L'action restante étant : - la mise à jour des schémas de l'armoire TD LT en mezzanine. Cette action est en cours de finalisation par sous-traitance auprès de la société SNER.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Legallais Bouchard tiendra à la disposition de l'Inspection les plans à jour une fois réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Zonage ATEX et adéquation du matériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats :

<p>Le dossier relatif à la protection contre les explosions (DRPCE) a été fourni à l'Inspection.</p> <p>Aucun matériel électrique n'est installé dans les deux zones ATEX recensées.</p> <p>La première est en extérieur dans un rayon de 1,90m autour d'un événement et aucune installation électrique n'existe dans cette zone.</p> <p>La seconde est dans l'entrepôt des produits dangereux et se limite à une hauteur de 40 cm au dessus des fosses de rétention sous palettier et aucune installation électrique n'existe dans cette zone.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Etat général visuel des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A ... Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques »</p> <p>...</p> <p>Les dispositions du point A sont applicables au 1er juillet 2023.</p> <p>...</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite de site, l'inspection des installations classées a contrôlé par sondage l'état visuel des installations électriques du site.</p> <p>L'inspection a également constaté par sondage la réalisation des actions correctives faisant suite au dernier contrôle.</p> <p>L'ensemble des armoires électriques contrôlées par sondage étaient propres, non ouvertes et sans dégradations.</p> <p>Il n'a pas été constaté de dégradations d'équipement sur le trajet de la visite d'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>